

## **La mutation verte est une stratégie payante !**

La planète a besoin d'une mutation verte, dont l'importance s'avère cruciale pour le bien-être et la santé de nos enfants et de nos petits-enfants. En 2030, le monde comptera trois milliards de consommateurs de plus qu'aujourd'hui, venus des classes moyennes ce qui obligera à puiser toujours plus profondément dans ses réserves en ressources naturelles et aura un impact considérable sur l'environnement et le dérèglement climatique.

Définir une nouvelle stratégie pour la croissance est donc impératif, une stratégie plus judicieuse où les emplois seront créés via la mise en place de solutions commerciales pour répondre au problème des ressources finies de la planète. Or, une croissance intelligente n'est possible que si tous les intervenants – gouvernements, grandes métropoles, acteurs du privé et consommateurs – regardent dans la même direction.

Dans moins d'un mois se tiendra à Rio de Janeiro la Conférence sur le développement durable (Rio+20), vingt ans après le Sommet de la Terre qui s'y était tenu en 1992, où l'environnement était alors au cœur des préoccupations. L'enjeu de cette rencontre au Brésil entre les grands leaders politiques est considérable. Le Danemark et l'Union européenne y viendront avec des ambitions intactes, et il importe de parvenir à un accord sur des propositions concrètes. Or, les négociations ne progressent que très lentement, et force est de constater que le concept d'économie verte est accueilli avec beaucoup de scepticisme dans certains pays.

Toutefois, dans un contexte où les chances d'aboutir à un accord politique global sont faibles, il est réconfortant de constater le rôle que la société civile, et tout particulièrement les grandes villes et certains acteurs du privé, jouent, ou plutôt ont choisi d'assumer, contribuant de ce fait à maintenir une certaine pression sur les gouvernements. Plus important peut-être encore, villes et secteur privé se retrouvent en position de force et sont même peut-être en passe de devenir ceux qui conduisent le changement en matière de transition énergétique et de mutation verte.

Copenhague, capitale du Danemark, est un de ces acteurs qui montrent la voie. Elle s'est donnée pour objectif de devenir la première capitale neutre en carbone dans le monde en 2025. Un projet très ambitieux qui nécessitera un effort de longue haleine, mais qui est réaliste et dont la mise en œuvre a déjà commencée, puisque la capitale danoise avait en 2011 déjà réduit de 21% ses émissions de GES par rapport à 2005.

Le 22 mai dernier, Copenhague a présenté l'échéancier de sa transition programmée vers une neutralité totale en carbone, document dans lequel elle propose des solutions qui seront initiées en partenariat avec des acteurs des secteurs public et privé, telles que l'installation d'éoliennes, l'investissement dans le solaire ou la conversion à la biomasse de centrales énergétiques alimentées aujourd'hui par des combustibles fossiles. A l'avenir, un nombre toujours plus grand de ses habitants circuleront à bicyclette, les transports publics investiront dans des bus à propulsion hybride, et de nouveaux standards d'efficacité énergétique seront appliqués aux bâtiments, tant dans le secteur du neuf que celui de la rénovation.

Sa population y gagnera en qualité de vie et en croissance. Un air plus propre, un environnement moins bruyant, une ville plus verte leur procureront plus de bien-être et créeront des emplois.

La bonne nouvelle, en effet, c'est que ces investissements seront payés de retour. Non seulement en termes de qualité de l'air, d'environnement, et de meilleure santé, mais aussi de manière sonnante et trébuchante, puisqu'on prévoit que plus de la moitié des investissements dédiés à l'amélioration du bilan énergétique des écoles, des bâtiments publics, des bureaux et de l'habitat sera remboursée par les économies de fonctionnement dès 2025. Les factures mensuelles de chauffage et d'électricité des habitants seront réduites significativement (de 40 à 60 euros). Et en ce temps de crise économique, rappelons que ces investissements seront créateurs d'emplois et que les nouvelles solutions envisagées constitueront un socle pour le développement d'une industrie verte.

Il y a quelques années, on parlait beaucoup du partage des savoir-faire, et, à l'évidence, les grandes métropoles mondiales s'inspirent mutuellement des initiatives prises ici et là, et elles peuvent et doivent le faire. Mais nous devons être plus ambitieux encore, et transposer directement de l'une à l'autre les solutions qui marchent. Nul besoin de réinventer la roue à chaque fois.

Copenhague a cherché l'inspiration auprès d'autres métropoles, telles que Londres, Hambourg et Amsterdam, et s'est nourrie de leurs savoir-faire. Sa démarche a consisté à regarder au-delà des équipements utilisés et à s'attacher surtout aux solutions mises en œuvre. Plutôt que de se focaliser sur la technologie – tuyaux, pompes, câblage, logiciels ou autre – elle s'est intéressée à la combinaison vision politique, technologie, organisation, savoir-faire.

Et tout comme Copenhague a su faire son miel d'initiatives prises par d'autres grandes villes, nous aimerions à notre tour que d'autres agglomérations urbaines en recherche de solutions à leurs problèmes de pollution et de consommation d'énergie (étant avéré que les grands centres urbains émettent quelque 80% des rejets mondiaux de GES) puissent profiter de celles qui ont été mises en place et testées dans notre capitale.

La mutation verte ne réussira que si elle est viable d'un point de vue économique. Elle doit être d'un bon rapport. C'est sur ce principe que repose l'ambitieux projet de Copenhague. Et nous croyons que cela peut être généralisé à l'échelon planétaire. La transition industrielle vers une économie verte a le potentiel requis pour créer de nouveaux leviers de croissance et dopper la croissance économique mondiale.

C'est dans la perspective de cet enjeu, et en coopération avec les gouvernements du Mexique et de la République de Corée, que le gouvernement danois a lancé et organisé une grande initiative internationale, le forum mondial de la croissance verte (Global Green Growth Forum, ou 3GF), dans le but de stimuler l'économie mondiale de manière écologique et fructueuse – la prochaine révolution industrielle – en instaurant des passerelles entre les mondes des affaires, de la finance, de la politique et de la technologie. Le 3GF se veut le terreau propice à la germination d'idées de solutions créatives faisant intervenir les secteurs public et privé et débouchant sur des actions dans des domaines clés comme l'énergie, l'eau, la finance, les affaires, le commerce, la biomasse, les agglomérations urbaines et les marchés publics « verts ».

De nouvelles opportunités et de nouveaux modes de coopération vont surgir au rythme de la création de nouveaux partenariats entre acteurs des secteurs public et privé intéressés par cette dynamique de croissance verte. Les bénéfices potentiels sont légion. Inciter le monde des affaires et les pouvoirs publics à chercher ensemble à identifier non seulement les obstacles mais aussi les solutions pourrait impulser un nouvel élan à la mutation verte.

A nous de prendre nos responsabilités, et de les partager, en matière de transition énergétique et de verdissement de l'économie mondiale. Pouvoirs publics, administrations urbaines et acteurs du privé doivent s'impliquer dans de nouvelles stratégies où croissance et création d'emplois iront de pair avec le développement durable.

Copenhague, juin 2012

Madame la Ministre du commerce et de l'investissement, Pia Olsen Dyhr  
Monsieur Le Maire de Copenhague, Frank Jensen

----DERNIÈRE MINUTE----

Copenhague, particulièrement saluée pour ses réalisations, notamment en matière d'éco-innovation et de mobilité durable, pour sa détermination à servir de modèle d'économie verte en Europe et ailleurs, et pour la stratégie de communication extrêmement prometteuse qu'elle a élaborée, a remporté le prix de la Capitale verte de l'Europe pour 2014.